



AFRICAN UNION
INTERAFRICAN BUREAU FOR
ANIMAL RESOURCES

SYNTHESE DES RAPPORTS PAYS DE L'ETUDE DE COLLECTE DES DONNEES DE BASE



*Projet Elevage Comme
Moyen de Subsistance*

19 Mars 2011
Maroua



Structure de la Présentation

- 1- Contexte et justification
 - 2- Documents Des Stratégies Politiques et Institutionnelles Nationales/Régionales existantes en matière de l'élevage
 - 3- Les Limites de la mise en œuvre des initiatives
 - 4- Les menaces à l'épanouissement de la faune sauvage
 - 5- Conflits et résolution
 - 6- Analyse des acteurs clés
 - 7- Les points d'entrée institutionnels et organisationnels
 - 8- Identification des Meilleures pratiques
 - 9- Zones prioritaires d'intervention du Projet
 - 10- Suggestions de quelques actions
- Conclusion



Contexte et justification

- ❑ Les eaux du Lac Tchad diminuent à une vitesse géométrique
- ❑ Les impacts des changements climatiques perceptibles
- ❑ Forte pression démographique à l'échelle du Bassin
- ❑ Demande énorme de la population en termes de ressources
- ❑ Surexploitation des ressources disponibles → La dégradation
→ Rareté de celles-ci

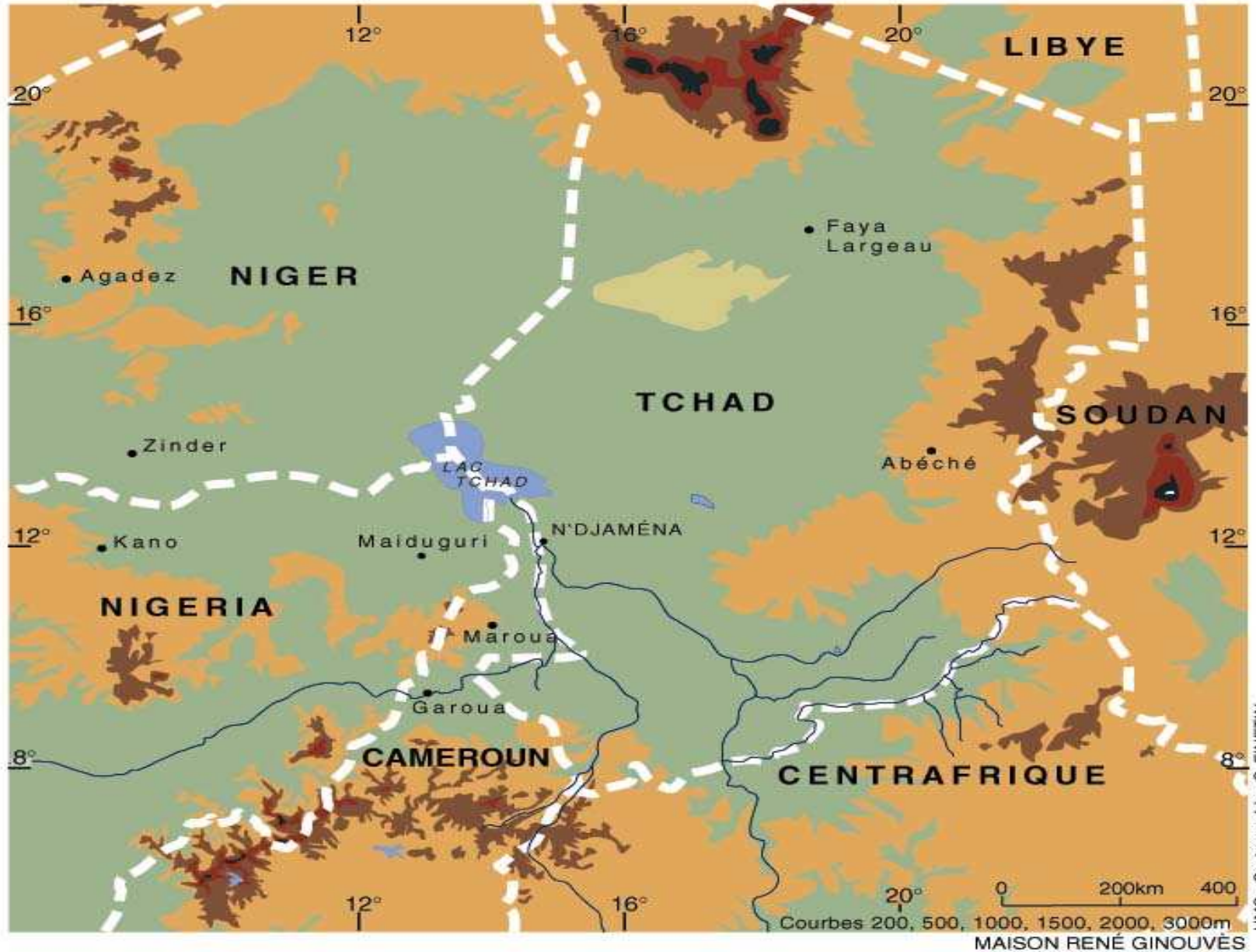


Contexte et justification - Suite

- ❑ Conflits entre les différents usagers (Agriculteurs, éleveurs et pêcheurs)

- ❑ Vulnérabilité des éleveurs:
 - Lors des règlements de conflits;
 - Face aux aléas climatiques (mort des animaux, risque de sédentarisation)

bassin du lac Tchad





Attentes de l'étude

- Examiner les documents des politiques et des stratégies nationales ou sous régionales et d'identifier les obstacles y relatifs
- Analyser les acteurs clés, les interactions qui existent entre les initiatives et ces acteurs afin d'identifier les opportunités institutionnelles ainsi que les mécanismes de dialogue appropriés
- Identifier les meilleures pratiques à l'interface bétail-faune-environnement (type, localisation, période)



Attentes de l'étude-Suite

- Définir les priorités en ce qui concerne l'amélioration des cadres politiques et institutionnels régionaux et nationaux
- Proposer des sites prioritaires dans la zone d'intervention du projet



Approche Méthodologique

- ❑ Elle repose sur deux étapes:
- ❑ Etape 1: Collecte des données(Revue Documentaire et consultation des acteurs clés)
- ❑ Etape 2: Analyse des données



Le secteur agricole: Une priorité pour les Etats du Bassin

- ❑ Les sécheresses des années 1973-1974 et de 1984-1985 qui ont secoué la majorité des pays sahéliens à l'instar de ceux du Bassin ont affecté tous les secteurs de production (Agriculture, élevage pêche...)
- ❑ Bien que tous ces secteurs furent secoués par ces calamités, seul le secteur agricole a véritablement bénéficié d'une attention particulière de la part de ces Etats dans le but d'assurer à leurs populations, l'auto suffisance alimentaire.



Le Secteur de l'élevage
a-t-il pour autant été
oublié?



La prise en compte du Secteur de l'élevage dans les stratégies politiques et institutionnelles des Etats



Les Stratégies politiques

Au Tchad

- ❑ Le secteur de l'élevage représente 53% du PIB du secteur primaire pour une contribution de 18% au PIB national et procure des revenus directs ou indirects à 40% de la population.
- ❑ Tout un Département Ministériel crée en vue de promouvoir ce secteur.



Les Stratégies politiques - Suite

- ❑ En 1998, une série d'initiatives visant à augmenter durablement la production animale a été adoptée. L'objectif était d'accroître la contribution du secteur de l'élevage à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à l'économie nationale.
- ❑ Un avant projet du Code Pastoral est en cours d'élaboration dans ce pays



Les Stratégies politiques - Suite

Au Cameroun

- ❑ Tout comme au Tchad, le secteur de l'élevage a à lui seul un Département Ministériel.
- ❑ Le pays a adopté en 1996, des orientations contenues dans le Plan National de gestion de l'Environnement(PNGE). Parmi elles, on peut noter la gestion des pâturages et des productions animales et la gestion des ressources en eau.
- ❑ L'élaboration d'un avant projet du code pastoral est en cours



Les Stratégies politiques-Suite

Au Nigeria

- ❑ Le secteur de l'élevage est géré par un département qui relève du Ministère de l'Agriculture.
- ❑ L'objectif de ce département est de protéger efficacement les éleveurs contre les aléas imprévisibles du climat et les risques inhérents à la production animale, de fournir localement les intrants pour l'industrie du bétail ; l'utilisation des terres et l'entretien de l'écosystème pour la production du bétail.



Le Cadre Institutionnel

La particularité du Tchad

- ❑ Importantes surfaces pâturables: 84 millions d'hectares, soit 65% de la superficie du pays.
- ❑ le gouvernement a élaboré le Plan National de Développement de l'élevage (PNDE) en 2008



Le Cadre Institutionnel - Suite

□ Dans ce pays, le domaine de l'élevage implique directement ou indirectement plusieurs Départements Ministériels:

- **Le Ministère de l'Elevage et des Ressources Animales**
- **Le Ministère de l'Environnement**
- **Le Ministère de l'Agriculture et de l'irrigation**
- **Le Ministère de l'Aménagement du Territoire**
- **Le Ministère Délégué chargé de la Décentralisation**
- **Ministère de l'Eau et des Ressources Halieutiques**



Le Cadre Institutionnel - Suite

Projets et Programmes relatifs au secteur de l'élevage (Récents et en cours d'exécution):

- ❑ *Le Projet de sécurisation des systèmes pastoraux (PSSP)*
- ❑ *Le Projet d'appui au système de l'élevage pastoral (PASEP)*
- ❑ *Le Projet de gestion des ressources naturelles (PGRN)*
- ❑ *Le Projet d'appui au programme de développement local (PROADEL)*
- ❑ *Le Programme de développement rural décentralisé du Mayo Dallah, du Lac Léré et de la Kabbia (PRODALKA)...*



Le Cadre Institutionnel - Suite

Le Cas Cameroun

Le cadre institutionnel camerounais renvoie aux instances de coordination, de mise en œuvre et d'appui de même qu'aux programmes mis en place par le gouvernement.



Le Cadre Institutionnel - Suite

□ *Les instances de coordination à l'instar de l'Observatoire National des Changements climatiques.* Ces instances ont pour objectif d'assurer une large participation de toutes les parties prenantes dans la mise en application des stratégies.

□ *Les instances de mise en œuvre*

Il s'agit des institutions chargées de la mise en œuvre des Programmes et Projet. Elles sont constituées entre autre

Des Ministères Sectoriels impliqués dans les questions environnementales et /ou pastorales (16 au total)



Le Cadre Institutionnel - Suite

□ *Les Instances d'appui*

Elles sont constituées des fonds d'appui à la mise en œuvre des activités relatives aux stratégies politiques arrêtées. Ces ressources émanent des Fonds spéciaux des Ministères partenaires et des Partenaires au développement à travers les programmes ou projets qu'ils appuient techniquement, financièrement etc.

□ *Institutions de recherche*

L'Etat camerounais a procédé à la création de nombreuses institutions de recherche telles que l'Institut Supérieur du Sahel (ISS) dont l'un des objectifs majeur est de pallier les problèmes inhérents à la zone sahélienne.



Le Cadre Institutionnel - Suite

Le Nigeria

L'aspect institutionnel au Nigeria couvre plusieurs structures et programmes étatiques qui interviennent dans le domaine de l'élevage.

- L'Etat a procédé à la mise en place d'infrastructures destinées à l'amélioration de la capacité de production du bétail local, de réduire les maladies animales et d'améliorer la production laitière.



Le Cadre Institutionnel - Suite

Bien plus, plusieurs programmes et projets ont été développés à l'endroit du secteur de l'élevage à savoir:

□ *Le Programme De Développement rural intégré de Sokoto/Zamfara et Borno/Etat de Yobé* a porté sur la gestion des parcours pastoraux afin de réduire les conflits récurrents entre les éleveurs et les agriculteurs.



Le Cadre Institutionnel - Suite

- ❑ *Le Programme de Développement de la zone aride Jakusko-Nasiri Paturage Reserve (NEAZDP) a procédé à la mobilisation des éleveurs en les structurant en associations des propriétaires des troupeaux.*

- ❑ *Le Programme OPEN dont la mission vise l'amélioration des races locales, la sédentarisation des pasteurs et la promotion de la gestion des parcours.*



Le Cadre Institutionnel - Suite

□ *Le Projet PADL* est le deuxième projet portant sur le développement de l'élevage . A la fin du Projet:

- sur 20 réserves de pâturages proposés, 12 furent aménagés soit un total de 951km tracés sur les 1200Km proposés
- 74 barrages ont été construits sur les 2860 proposés
- un total de 715 familles de transhumants ont été installées dans 7 réserves de pâturage sur les 2500 familles ciblées



Le Cadre législatif

En matière de législation à l'échelle du Bassin, chaque pays dispose des lois relatives au secteur de l'élevage. L'on peut citer entre autres:

- ❑ **la loi N°4 du 31 octobre 1959** portant réglementation du nomadisme sur le territoire de la République du Tchad
- ❑ **La Loi-cadre n° 96/12 de 1996 sur la Gestion de l'Environnement**, qui fixe le cadre global de la gestion de l'environnement au Cameroun.
- ❑ **La Loi de 2001** régissant les activités liées à l'élevage au Nigeria



Les stratégies politiques et institutionnelles régionales

Le Cameroun, le Nigéria et le Tchad sont membres de plusieurs Organisations Régionales à savoir:

- La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)
- L'Autorité du Bassin du Niger (ABN)
- Le Nouveau Partenariat Economique pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)
- La Commission du Bétail, Viande et Ressources Halieutiques (CEBEVIRHA) pour ceux des pays de la CEMAC



Les stratégies politiques et institutionnelles régionales - Suite

L'action commune des Etats

- ❑ L'initiative de la CBLT « Sauver le Lac Tchad », comme moyen de préservation de l'écosystème du Lac sans négliger les activités pratiquées tout au tour



Les stratégies politiques et institutionnelles régionales - Suite

- ❑ Harmonisation des politiques et stratégies en matière du développement de l'élevage en Afrique centrale : L'une des missions de la CEBEVIRHA .
- ❑ L'accord transfrontalier entre le Cameroun et le Nigeria dans la cogestion de leurs aires protégées



Faiblesses des Stratégies et politiques institutionnelles

- Prise en compte tardive du secteur de l'élevage**
- L'insuffisance des textes d'application**
- L'absence de consensus**
- La faible implication des acteurs**
- L'enveloppe budgétaire**
- L'instabilité politique**



Les Menaces à la faune sauvage

Plusieurs facteurs sont responsables de ces menaces :

- Les facteurs environnementaux
- Le facteur démographique
- Les facteurs économiques
- Les facteurs politiques



Conflits et résolution



Accès au foncier/braconnage

Services de la Conservation

Fourrage/Eau /Braconnage

Agriculteur
Sol

Compétition accrue

Accès au foncier(sol)

Eleveur
Pâturage et Eau

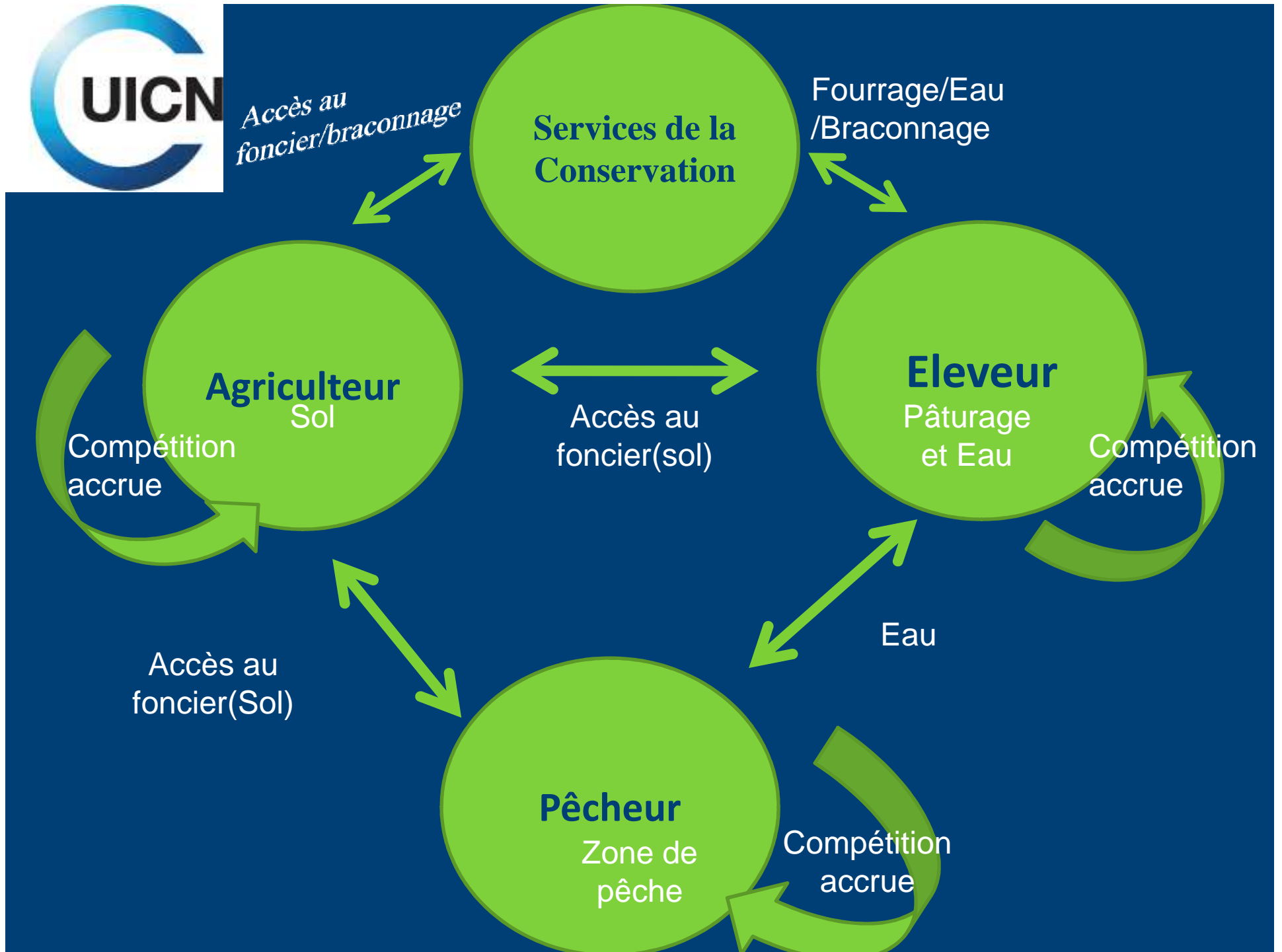
Compétition accrue

Accès au foncier(Sol)

Eau

Pêcheur
Zone de pêche

Compétition accrue





Résolution des conflits

Trois niveaux sont concernés:

- Les Chefs traditionnels
- La police et la justice
- Les autorités administratives

De tous ces trois acteurs les chefs traditionnels sont les plus sollicités dans de la résolution des litiges.



Les Acteurs Clés

- Les Communautés des pasteurs et d'agriculteurs
- Les Organisations de la société civile, ONG...
- Les Services Techniques déconcentrés de l'Etat
- Les Organisations Régionales/ Internationales
- Les partenaires au Développement
- Les institutions de Recherche
- Les Collectivités territoriales décentralisées
- Les Autorités traditionnelles
- Les Autorités administratives



Les Points d'entrée et institutionnels et organisationnels

- ❑ L'ensemble des stratégies et politiques institutionnelles développées au sein des pays à l'échelle du Bassin
- ❑ L'initiative des Etats membres de la CBLT « Sauver le Lac Tchad »
- ❑ Le Processus d'élaboration de l'avant projet du Code Pastoral au Cameroun et au Tchad



Les Points d'entrée et institutionnels et organisationnels

- ❑ L'accord transfrontalier entre le Cameroun et le Nigeria visant la cogestion des aires protégées
- ❑ Les Pôles de Recherche orientés vers les questions agro pastorales
- ❑ Le Transfert des compétences en matière de gestion des ressources aux collectivités locales



Les Points d'entrée et institutionnels et organisationnels

- ❑ L'Appui à l'opérationnalisation de l'Observatoire National sur les Changements Climatiques au Cameroun afin qu'il prenne en compte l'aspect du pastoralisme
- ❑ La Confédération des éleveurs de bovins du Cameroun (CNEBCAM) et ses démembrements avec le rôle de lobbying qu'il peut jouer notamment dans l'élaboration du Code Pastoral
- ❑ La CBLT comme cadre pouvant influencer les aspects du pastoralisme notamment les problèmes de transhumance des éleveurs. L'UICN a signé une convention avec cette institution.



Les Meilleures Pratiques

L'initiative suivante, entreprise au Tchad en matière de gestion des ressources à l'interface Bétail- Faune sauvage – Environnement peut être considérée comme l'une des meilleures pratiques.



Les Meilleures pratiques -Suite

□ *La gestion participative de la Réserve de faune de Binder-Léré axée sur une charte communautaire*

Objectif: Préserver la faune sauvage sans compromettre le développement des activités agricoles et pastorales dans les périphéries

Résultats:

- Adhésion totale de toutes les parties prenantes (éleveurs, agriculteurs, chasseurs, cueilleurs, chefs traditionnels, notables...).
- Des conditions favorables pour le retour d'animaux sauvages dans la zone.



Zones prioritaires d'intervention

Au Cameroun

- Les Cantons d'Abouli et Fadaré
- Le Canton de Madiago
- La périphérie de la zone du Parc de Waza



Zones Prioritaires d'intervention - Suite

Au Tchad

- La périphérie de la Reserve de Mandéla
- Le Secteur de Karal (Reserve de Douguia)



Zones Prioritaires d'intervention - Suite

Au Nigeria

- ❑ La Zone périphérique de Shingurmi-Duguma(Chad Basin National Park



Suggestions de quelques actions

Sur le Plan Local

- Intensifier la sensibilisation et l'éducation des éleveurs sur le phénomène des changements climatiques
- Former les éleveurs aux techniques d'adaptation au changement climatique
- Renforcer la capacité des chefs traditionnels



Suggestions de quelques actions

Sur le Plan National

- Procéder à l'amendement des lois existantes
- Prendre en compte la problématique d'adaptation des éleveurs au changement climatique



Suggestions de quelques actions

Sur le Plan Régional

- Veiller à la mise en application des clauses régionales
- La CBLT pourrait se doter d'un Code Pastoral qui contribuerait à sécuriser le secteur de l'élevage



Conclusion

Pour que l'élevage soit un Moyen de Subsistance , il faut :

- Renforcer les capacités d'adaptation des éleveurs aux changements climatiques
- Accompagner le processus d'élaboration du Code Pastoral afin de promouvoir l'épanouissement des éleveurs à l'échelle du Bassin



Merci pour votre
Aimable
Attention!